

## Lettre ouverte à Paul-Henri Spaak (Décembre 1948)

**Légende:** En décembre 1948, le mensuel belge Les cahiers socialistes critique vivement le discours prononcé le 28 septembre 1948, par Paul-Henri Spaak, Premier ministre et ministre belge des Affaires étrangères, à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies.

**Source:** Les cahiers socialistes. Revue indépendante de critique sociale. Décembre 1948, n° 22; 5e année. Bruxelles. "Lettre ouverte à Paul-Henri Spaak", p. 20-25.

**Copyright:** (c) Les cahiers socialistes

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/lettre\\_ouverte\\_a\\_paul\\_henri\\_spaak\\_decembre\\_1948-fr-498fe0ef-8c5c-4f7f-8aa2-066fe0fdb81.html](http://www.cvce.eu/obj/lettre_ouverte_a_paul_henri_spaak_decembre_1948-fr-498fe0ef-8c5c-4f7f-8aa2-066fe0fdb81.html)

**Date de dernière mise à jour:** 03/07/2015

## Lettre ouverte à Paul-Henri Spaak

Citoyen,

Le discours que vous avez prononcé le 28 septembre devant l'assemblée générale des Nations Unies a eu un retentissement énorme, tant parmi les foules qui ont pu en prendre connaissance que parmi les représentants officiels des divers gouvernements. Une déclaration aussi directe, un acte d'accusation aussi grave à la tribune diplomatique la plus importante du monde, ne pouvaient manquer de provoquer de violents remous et vous les escomptiez. Comme vous prévoyiez vous-même être « traité de valet de l'impérialisme américain ou de vendu à Wall street » dans la presse communiste, ce qui n'a pas manqué de se produire, nous devons même conclure que l'aspect propagande de votre discours était essentiel. Il doit être considéré comme ce que vous et la plupart des hommes d'Etat responsables de la politique occidentale désirent que nous pensions des problèmes de l'heure et de la solution à y apporter. Permettez-nous donc de vous répondre avec la même franchise que vous nous semblez avoir mise dans vos déclarations.

Vous avez parlé de notre peur. Certes elle existe car nous n'ignorons rien, pour notre part, de ce que signifierait une domination soviétique sur notre pays. Avec vous nous souhaitons de tout cœur qu'au moins notre Occident puisse se passer d'une telle épreuve. Mais pour être un sentiment légitime et naturel, la peur n'est pas pour autant un moteur d'action, créateur et efficace.

La présence sur l'Elbe d'une puissance formidable et négatrice de toutes les valeurs fondamentales de notre civilisation, est certainement aujourd'hui un motif sérieux d'inquiétude tout comme l'était hier le voisinage du totalitarisme hitlérien. Ce n'est pas nous qui nierons l'irritation que provoque l'attitude systématiquement dénigrante des communistes et l'immense danger qui ne peut manquer de résulter de leur position rigoureusement sectaire et incompréhensive. Nous vous approuvons pleinement lorsque vous affirmez que « pour beaucoup de pays le communisme est une épreuve sans doute nécessaire » mais « dont le monde occidental peut se passer ».

Malgré cela nous craignons que votre discours et, d'une façon plus générale, l'attitude présente des nations occidentales, ne contribuent guère à éclaircir l'atmosphère d'incompréhension que vous déplorez, à juste titre, comme un des pires maux qui nous accablent. Et nous nous expliquons.

Ce serait nous leurrer dangereusement que de découvrir dans la menace extérieure la cause de tous nos maux. L'Europe, ou, du moins, cette fraction de l'Europe dont le destin n'a pas été scellé à Yalta ferait bien de rechercher en elle-même les premières raisons de son effroi. Pourquoi donc cette partie du monde, si riche par son passé et où subsiste encore les plus grandes ressources matérielles, intellectuelles et spirituelles, vit-elle dans l'attente d'un destin sinistre et constitue t-elle par sa passivité et son impuissance un simple enjeu de luttes qui la dépassent ?

Le problème n'est pas tant d'empêcher le triomphe de nos adversaires que d'amener celui de nos propres principes. Nous réprouvons l'anti-communisme au même titre d'ailleurs que l'anti-fascisme, comme fondement exclusif d'une politique. Un amalgame de forces disparates rassemblées par la haine ou par la peur n'a jamais amené aucune réalisation positive. Combattre le communisme, c'est avant tout supprimer les causes de son succès et tout prétexte à sa propagande en apportant aux problèmes de l'heure des solutions coupant court à toute démagogie. Il faut tenir compte de la conviction présente de beaucoup d'hommes qui ne sont pas tous des fanatiques du Kremlin, que le monde capitaliste est nécessairement condamné à traverser de nouvelles crises qui l'acculeront à une réapparition du fascisme et à une recrudescence de l'impérialisme guerrier. Il faut leur démontrer par des faits qu'il y a dans l'avenir de l'humanité une autre solution que l'alternative communisme-fascisme. Vous êtes socialiste, citoyen Spaak. Si ce mot veut encore dire quelque chose cela ne signifie-t-il pas que vous devez croire comme nous que la crise mondiale actuelle, plus grave encore que les précédentes, plus redoutable elle-même que celle de 1914, n'est nullement accidentelle et due à telle ou telle nation chargée de tous les péchés d'Israël, mais à une évolution dont les dangers dénoncés il y a plus d'un siècle, ont précisément provoqué la naissance et le développement du socialisme. Pourquoi les causes qui ont provoqué hier la misère, le chômage, la dictature et la guerre, ne les produiraient-elles pas demain, alors qu'aucune d'entre elle n'est supprimée.

Votre discours de Bruxelles exprimait implicitement la même chose : « Si vous voulez mener victorieusement la lutte contre le communisme » disiez-vous, « il faut vous diriger sans hésitation dans la voie du progrès social et économique. Tout Occident réactionnaire sera la proie du communisme. Il n'y aura moyen d'éviter le communisme que si l'on crée une Europe occidentale socialiste ».

Voilà qui est admirablement dit mais qu'a-t-il donc été fait dans ce sens ? On parle beaucoup d'Europe et ce mot a sur les masses un effet d'autant plus sonore qu'il ne semble jamais avoir été plus creux. Loin de se reconstruire suivant un plan d'ensemble et en coordonnant leurs efforts de façon à supprimer progressivement la différence des niveaux de vie, les difficultés mises à la circulation des biens et des hommes, les concurrences anachroniques et les vieilles habitudes d'un impérialisme devenu pourtant dérisoire, chaque Etat s'est plus que jamais enfermé en lui-même, s'accrochant d'autant plus frénétiquement aux vieux errements du capitalisme ou du nationalisme que ceux-ci par leur inadaptation totale aux nécessités actuelles, se montrent moins capables de satisfaire nos besoins. Supprimons la phobie du communisme et l'impuissance matérielle des nations de l'Europe occidentale et il devient évident que les conflits traditionnels reprendraient leur acuité. La seule réalisation effective de l'Union européenne est l'alliance militaire des cinq nations du pacte de Bruxelles qui vient de prendre son aspect concret dans la constitution d'un Etat-major de l'Europe occidentale. Cette entente militaire, de type traditionnel pour le reste réalise en temps de paix la centralisation du commandement exigée par la guerre moderne, nous ne la critiquerons pas si elle marquait la conclusion normale d'une coordination politique, économique et sociale au lieu de paraître le but visé.

Et même parmi les hommes d'Etat conscients de la nécessité de voir au delà des formules nationales, hommes d'Etat dont vous êtes, n'est-il pas également inquiétant de voir prédominer par principe ou par manque d'ardeur, des conceptions qui aboutiraient au mieux à faire de l'Europe unifiée un bloc chargé de reprendre à son compte collectif les ambitions des diverses nations composantes actuellement trop faibles pour défendre leur patrimoine séparément ?

Devant, d'une part, cette impuissance pratique à dépasser les cadres matériels et spirituels surannés, de l'autre, cette difficulté à concevoir même une Europe qui ne soit pas une simple addition d'impérialismes mal en point, pouvez-vous vraiment dire que les nations occidentales n'ont rien à se reprocher ?

Vous pensez que le communisme constitue une épreuve dont le monde occidental peut se passer. Votre discours à Bruxelles nous indique que pour vous, comme pour nous, cela ne peut signifier qu'une chose, à savoir que l'Occident peut établir son nouvel ordre indispensable en se basant sur une démocratie économique, sociale et politique internationale capable de dépasser les contradictions du capitalisme et du nationalisme et sans recourir à l'étatisme totalitaire. Or, à aucun moment dans votre activité officielle du moins, vous ne vous désolidarisez clairement en paroles ou en actes, des conceptions économiques et politiques purement capitalistes et nationalistes qui animent bon nombre des partenaires en titre ou en fait de cet Occident équivoque.

Les USA se préparent à traiter avec les dictatures de Franco ou de Salazar et à entraîner l'Union Occidentale dans la même voie. Le général De Gaulle semble en marche vers le pouvoir si un changement radical ne s'opère pas dans la situation de la France. Ne pensez-vous pas qu'il est plus que temps de parler net et de distinguer clairement le rassemblement de tous les privilégiés affolés, que les dictatures n'effraient que lorsqu'elles ne sont pas sous leur contrôle, de réunion nécessaire des hommes qui ont compris la possibilité et l'urgence d'une Révolution authentiquement européenne mais où les privilèges de classe n'ont pas leur part.

Oui, nous croyons à la nécessité de l'unité européenne. Oui, nous pensons que nos pays de haute culture où les traditions démocratiques reposent sur de solides bases assises peuvent éviter l'expérience totalitaire. Oui, nous convenons même qu'il est possible de faire « un bout de chemin » avec ceux qui ne partagent pas nos convictions sociales, pour obtenir une « assemblée européenne » par exemple. Mais nous affirmons aussi qu'il est d'autant plus nécessaire que nous groupions nos forces et que nous leur marquions nettement leurs objectifs propres, que les dangers de compromission et de déviation sont plus étendus. Et en affirmant cela,

nous songeons particulièrement à la politique américaine que dans votre discours à l'ONU vous semblez croire, ou vous laissez croire, inspirée par des buts semblables aux nôtres, alors qu'elle est marquée tout entière du sceau des conceptions économiques et politiques que nous, socialistes, combattons depuis des décades comme une des causes essentielles du chaos mondial.

Certes, nous savons que l'Europe a besoin du plan Marshall pour se redresser. Encore certains en sont-ils trop heureux parce que cela leur permet de trouver Outre-Atlantique un appui pour des intérêts bien ébranlés par la guerre sans devoir faire appel de façon trop pressante aux travailleurs qui pourraient avoir l'idée d'exiger des compensations substantielles. A ce point de vue, le plan Marshall est encore bien autre chose qu'un moyen de recréer « les conditions politiques et sociales où de libres institutions puissent exister ». Il constitue, avec l'assentiment clairement exprimé de beaucoup de ses promoteurs, la base sur laquelle le capitalisme européen espère se restaurer. Les événements des derniers mois en disent long à ce sujet, le marchandage des élections italiennes par exemple.

La faiblesse actuelle de l'Europe, sa dépendance économique partielle des Etats-Unis, avec l'inévitable influence politique qui doit s'en suivre, nous n'avons pas les mêmes raisons que les communistes de les craindre parce que nous sommes convaincus qu'échapper à l'emprise de l'URSS ne veut pas nécessairement dire demeurer dans les erreurs du passé. Mais cela à la condition que tous ceux qui portent de lourdes responsabilités et ont conscience que l'aide américaine nous donne un ultime délai pour tenter la réalisation d'un modèle d'ordre social au delà du capitalisme national, affirment en toute occasion, et particulièrement aux tribunes comme celle de l'ONU où les paroles atteignent les peuples, leur volonté de réaliser cet ordre et les raisons pour lesquelles ils l'estiment indispensables.

Oui, citoyen, nous pensons tout comme vous que le discours de M. Vychinski méritait une réponse parce qu'il traduisait mal nos aspirations ou constituait essentiellement de la propagande. Mais nous espérons de votre part l'expression d'aspirations socialistes et une contre-propagande socialiste et non un discours qu'auraient pu prononcer MM. Marshall ou W. Churchill.

Evidemment, nous n'aurons pas la naïveté de croire qu'un discours qui en eût appelé aux peuples européens, que la ruine devrait rendre solidaires, pour leur demander de faire l'effort nécessaire à la réalisation de la Révolution sociale et internationale que nous estimons indispensable aurait eu le même succès à Washington, ou même à Londres, que votre allocution de septembre. Mais cela ne nous aurait pas déplu qu'un certain nombre d'occidentaux entendissent quelques vérités, pour désagréables qu'elles leur eussent paru. Nous croyons qu'il y a des unanimités dans l'approbation qui sont plus dangereuses et regrettables que de véhémentes critiques, surtout quand les mêmes mots revêtent des choses fort différentes et que la lucidité des consciences devient l'indispensable condition du succès.

Nous ne croyons même pas que les représentants des puissances orientales et les fanatiques du Kremlin auraient manifesté beaucoup d'enthousiasme à de semblables déclarations. Mais prononcées avec foi, suivies de premières réalisations concrètes et provoquant des réactions hostiles de la part des milieux que les masses travailleuses et tout socialiste conscient sentent ne pas pouvoir être profondément d'accord avec nous, elles auraient pu amorcer, enfin, la création effective d'une Europe renouée dont les peuples auraient recouvré leur dynamisme et leur confiance en eux; d'une Europe qui ne serait pas la réunion de nationalismes capitalistes ou un nouveau bloc impérialiste comme nous craignons que soit la réalité de demain, mais un rassemblement de forces nouvelles, matérielles et morales, puisées aux sources les plus profondes et les plus fécondes de notre civilisation, d'une Europe enfin qui ne serait plus le jouet d'idéologies étrangères à ses besoins mais un modèle d'organisation et de paix dont le rayonnement ferait reculer la misère, l'oppression et le désespoir loin de notre monde chaotique.

Pour réaliser ces ambitions dont nous paraissent devoir être pénétrés jusqu'au fond de l'âme et au delà de n'importe quelle autre considération nationale, partisane ou personnelle, tous ceux qui préfèrent vraiment la paix et la liberté à la défense d'intérêts ou de préjugés périmés, nous reprendrons la formule par laquelle vous terminiez votre discours à l'ONU, citoyen Spaak : « Il n'est pas trop tard, mais il est temps ».

LES CAHIERS SOCIALISTES.